



Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles

Bureau: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94736 Nogent sur Marne Cedex

Tel : 33 (0)1 43 94 72 59 Email: agter@agter.org Web: <http://www.agter.asso.fr/>

Rapport Moral 2016

Version pour validation lors de l'AG du 2 juin 2017

Denis Pommier

Président d'AGTER

En nous donnant pour objectif de « contribuer à la conception et à la mise en œuvre de nouvelles formes de gouvernance des ressources naturelles et foncières adaptées aux défis du 21^{ème} siècle » nous avons conscience à la fois de l'urgence et de l'ampleur de la tâche.

La nécessité d'impliquer et de soutenir les membres des organisations paysannes, et plus généralement tous les acteurs concernés afin qu'ils puissent plus efficacement s'informer, se former, construire des propositions et les mettre en pratique, nous est apparue comme la cœur de notre démarche.

Notre expérience, depuis plus de 10 ans, confirme que de nouvelles analyses sont nécessaires et que le croisement des regards et la coopération entre tous les acteurs concernés est indispensable.

Comme le dit fort justement Cyril Dion, cofondateur du mouvement les Colibris, « *Nous ne changerons pas la société en étant une poignée de radicaux. Nous devons être des millions à agir pour construire de nouvelles représentations et bouleverser l'imaginaire collectif. C'est à ce prix que les structures politiques changeront.* »

C'est bien dans cette perspective que se situe notre contribution. Nous cherchons à alimenter les plaidoyers d'organisations spécialisées dans ce type d'action. Nous voulons faire le lien entre les universitaires et les mouvements sociaux.

Nous privilégions des thèmes trop peu abordés, comme celui d'une économie au service de tous, et pas seulement des grandes entreprises, et insistons sur l'importance de mobiliser les urbains, qui aujourd'hui représentent plus de la moitié de la population mondiale, sur les conséquences de l'accaparement et de la concentration des terres et des ressources pour l'avenir de l'humanité.

En 2016, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie à l'horizon 2025 qui s'articule autour de deux axes :

- Contribuer à renverser les phénomènes d'accaparement de la terre et des ressources naturelles communes
- Participer à la construction d'une régulation de l'accès à la terre et aux ressources naturelles et d'une utilisation équitable et écologique de celles-ci, et à l'invention de mécanismes de gouvernance plus favorables à l'intérêt général.

Durant l'année écoulée, nous avons progressé dans tous les domaines, notamment :

- En développant nos liens avec les mouvements sociaux et les organisations de la société civile. L'exceptionnelle réussite du FMAT a été un temps fort, nous permettant de nouer des relations avec plusieurs centaines d'organisations de la société civile dans le monde.
- En développant une relation plus étroite avec les organisations impliquées dans la lutte contre l'accaparement foncier en France et en Europe, en particulier avec la Confédération paysanne et la coordination européenne Via Campesina. La participation du CESE à la préparation du FMAT et notre participation au débat lancé au Parlement

européen autour des questions foncières agricoles en Europe met en évidence le fait que notre voix porte plus haut et plus loin.

- En mobilisant parmi nos membres des chercheurs et des enseignants afin de réfléchir à de nouvelles approches permettant de mieux valoriser les résultats de la recherche et notamment de les rendre plus accessibles au plus grand nombre.
- Enfin, nous avons commencé à décentraliser nos actions autour de quelques noyaux de membres en Amérique centrale et Mexique, une tendance que nous devons encourager dans les années à venir.

Le bilan 2016 est donc très positif par la qualité et la diversité des actions menées et par l'engagement démontré par les salariés, les membres individuels et associatifs, le CERAI et Terre de Liens, et les bénévoles. C'est grâce à eux que le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre a été couronné de succès.

Nous avons eu raison d'ouvrir largement le débat autour des questions agraires qui nous concernent tous en impliquant différentes composantes de la société et des organisations internationales. Le travail de valorisation des synthèses issues du FMAT doit se poursuivre et s'étendre le plus largement possible. Nous aurons certainement besoin de mobiliser tous les outils et d'innover dans les méthodes. Nous avons sans doute besoin de mettre en place une meilleure stratégie de communication. Nous avons besoin de vos apports et propositions dans ce sens. En particulier pour alimenter et animer nos sites web et pour rénover leur présentation.

L'intérêt de développer des outils de formation à distance se confirme et devrait nous conduire à poursuivre nos efforts pour communiquer en plusieurs langues et nous encourager à construire des coopérations durables avec des universités et centres de recherches associés.

La coopération avec le Comité Économique et Social Européen (CESE), et le rapprochement avec des communes, des régions, y compris le Comité des Régions de l'Union européenne mérite d'être poursuivie et développée.

Avec l'évolution des statuts, nous cherchons à nous rapprocher d'autres organisations (membres associés) et aussi à donner au CA un rôle plus important dans l'orientation de notre association. Chaque chantier thématique devra être représenté au sein du CA.

Jusqu'à présent, nous avons travaillé surtout sur le foncier, sur les forêts et sur l'eau agricole. Nous devons continuer à valoriser ces acquis, et à développer les partenariats et les alliances que nous avons tissés avec d'autres organisations sur ces thèmes, dans différentes régions du monde.

Bien qu'en 2016 notre expérience en matière de recherche et de gestion de financements se soit développée, nous devons impérativement nous mobiliser pour assurer la pérennité de notre action après 2017. Ce n'est jamais acquis, surtout pour une association qui a fait le choix de ne pas s'inscrire dans le secteur marchand, et qui dépend donc obligatoirement de subventions. La compétition est vive et la taille modeste de notre organisation constitue un handicap pour de nombreux bailleurs.

Nous devons aussi réussir à impliquer de plus en plus de jeunes dans les dynamiques que nous impulsions. Développer les liens avec les mouvements sociaux aujourd'hui, c'est aussi réussir à articuler notre action avec les mouvements citoyens qui se multiplient un peu partout autour de la recherche de solutions pour une transition écologique réelle. Notre contribution principale peut sans doute se situer au niveau des propositions de politiques publiques, en complément indispensable des actions individuelles et de groupes au niveau local qui sont de plus en plus nombreuses. Là aussi, le défi est immense et la route semée d'embûches.

L'originalité de notre démarche, la richesse collective de notre expérience et le fait que nous soyons des acteurs libres et indépendants, qui ne sont soumis ni aux pouvoirs publics, ni aux intérêts des entreprises privées, ni aux organisations internationales, ni aux organisations sociales et politiques doivent être constamment soulignés. Ces caractéristiques sont de plus en plus rares. Elles constituent notre force et nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme, sans pour autant oublier la difficulté d'un processus qui doit constamment se redéfinir et se construire.